



OPEN DATA ET SECTEUR PUBLIC OPEN DATA AND PUBLIC SECTOR

OPEN DATA ET SECTEUR PUBLIC : UNE SOURCE EXTRAORDINAIRE DE DONNEES

- L'open data ou « données ouvertes » désigne des données numériques produites par les acteurs publics (ministère, collectivité ou établissement public, etc.), mais aussi par des acteurs privés (entreprise, association, citoyen, etc.) présentées dans un format ouvert qui peuvent être librement utilisées, réutilisées et partagées par tous quelle qu'en soit la finalité.
- Les informations du secteur public constituent une source extraordinaire de données. En effet, le secteur public collecte, produit, reproduit et diffuse un large éventail d'informations dans un grand nombre de domaines d'activité, qu'il s'agisse d'informations dans le domaine social, politique, économique, juridique, géographique, environnemental, météorologique, sismique ou touristique, ou encore dans le domaine des affaires, des brevets ou de l'enseignement.
- En France, par exemple, l'open data a notamment permis un suivi transparent de la pandémie de Covid-1 (CovidTracker) et l'amélioration de la transparence de la justice (moteur de recherche Judilibre).
- Quelles sont les obligations qui s'imposent au secteur public ? Quelles sont les conditions de réutilisation et les principes de tarification applicables ? Qu'en est-il des licences utilisées ?

Les membres du réseau Lexing® dressent un tableau de la situation actuelle à travers le monde. Les pays suivants ont contribué à ce numéro : Afrique du Sud, Chine, Grèce, Espagne, France.

OPEN DATA AND PUBLIC SECTOR: AN EXTRAORDINARY SOURCE OF DATA

- *Open data refers to digital data produced by public actors (ministry, local government authority, public organisation) and by private actors (company, association, citizen) in an open format that can be freely used, re-used and shared by anyone for any purpose.*
- *Public sector information represents an extraordinary source of data. The public sector collects, produces, reproduces and disseminates a wide range of information in many areas of activity, such as social, political, economic, legal, geographical, environmental, meteorological, seismic, touristic, business, patent-related and educational areas.*
- *In France, for example, open data has enabled transparent monitoring of the COVID-19 pandemic (CovidTracker) and improved transparency of justice (Judilibre search engine).*
- *What are the open data obligations of the public sector? What are the conditions of re-use and the charging rules that apply? What about the licenses used?*

The Lexing® network members provide a snapshot of the current state of play worldwide. The following countries have contributed to this issue: China, France, Greece, South Africa, Spain.

Lexing®

Lexing® est le premier réseau international d'avocats en droit du numérique et des technologies avancées. Créé sur une initiative d'Alain Bensoussan, Lexing® permet aux entreprises internationales de bénéficier de l'assistance d'avocats alliant la connaissance des technologies, des métiers et du droit qui leur sont applicables dans leurs pays respectifs.

Lexing® is the first international lawyers' network for digital and emerging law. Created on an initiative of Alain Bensoussan, Lexing® allows multinationals to benefit from the assistance of seasoned lawyers worldwide who each combines unique expertise in technology and industry with a thorough knowledge of law in their respective country.



MARIE SOULEZ

Directrice du département
Propriété intellectuelle Contentieux
du cabinet Lexing Alain Bensoussan-Avocats

Head of the IP Litigation Department division
of Lexing Alain Bensoussan-Avocats





▪ En Afrique du Sud, l'open data est lié à un droit fondamental consacré par la Constitution **(1)** : le droit d'accès à l'information **(2)**. Le droit d'accès à l'information sud-africain **(3)** est plus large que dans la plupart des pays, puisqu'il comprend l'accès aux informations détenues non seulement par l'État mais également par toute autre personne.

▪ **Promotion of Access to Information Act (PAIA)**. En Afrique du Sud, la loi qui concrétise ce droit constitutionnel d'accès à l'information est le *Promotion of Access to Information Act* **(4)** ou PAIA. Le PAIA confère en effet à tous le droit de demander accès aux documents des organismes publics (Etat compris). Ce droit est toutefois soumis au respect de certaines exigences procédurales et peut être limité par certains motifs de refus. L'accès aux informations détenues par les organismes publics n'est pas conditionné par la justification de l'exercice ou de la protection d'un droit. Le principe sous-jacent est que les informations, en particulier celles détenues par les organismes publics, doivent être ouvertes, transparentes et accessibles. Ainsi, en rendant les données ouvertes, les organismes publics respectent ce principe.

▪ **Qu'est-ce que l'open data ?** L'Open Definition **(5)** définit les données ouvertes comme des « *données qui peuvent être librement utilisées, modifiées et partagées par toute personne à quelque fin que ce soit* ». Dès lors, les caractéristiques principales des données ouvertes sont :

- leur accessibilité,
- la possibilité de les utiliser de quelque manière que ce soit,
- le fait que tout le monde puisse les utiliser.

▪ L'open data peut s'accompagner de quelques restrictions mineures. Par exemple, même si les données sont ouvertes, il peut être requis de mentionner les noms des contributeurs, des titulaires des droits, des parrains et des créateurs.

▪ **A quoi sert l'open data ?** L'open data présente de nombreux avantages car l'accès à un large éventail d'informations, grâce aux données ouvertes, permet de prendre des décisions éclairées. Prenons l'exemple d'une jeune entrepreneuse qui souhaite créer son entreprise. La consultation d'une base de données ouvertes contenant des informations sur différents aspects d'une zones géographique, tels que le nombre de parkings, les types d'infrastructures, les routes, etc. existant au sein de cette zone lui permettrait de décider du lieu le plus adapté pour implanter son entreprise en toute connaissance de cause. De nombreux pays, dont l'Afrique du Sud, ont mis en place des dispositifs d'open data.

▪ **Comment fonctionne l'open data dans le secteur public en Afrique du Sud ?** Le gouvernement sud-africain travaille depuis de nombreuses années déjà sur l'open data. Dès 2016, le livre blanc sur la politique nationale intégrée des TIC **(6)**, qui a jeté les bases de la politique sud-africaine en matière d'information, de communication et de technologie (TIC), contient l'engagement du gouvernement sud-africain à l'égard de la gouvernance ouverte et des données ouvertes. De fait, l'open data est étroitement liée aux concepts de « gouvernement ouvert » ou de « gouvernance ouverte », qui donnent aux citoyens le droit d'accéder aux documents gouvernementaux, et par là-même le droit d'exercer un contrôle public efficace, et garantissent que le gouvernement rende compte de ses

(1) Constitution de la République d'Afrique du Sud, 1996.

(2) Section 32 de la Constitution.

(3) 2 of 2000.

(4) Sur les motifs de refus des organismes publics, cf. sections 33 – 46 du PAIA.

(5) <https://opendefinition.org/od/2.1/en/>

(6) <https://www.gov.za/document/s/electronic-communications-act-national-integrated-ict-policy-white-paper-3-oct-2016-0000>

(7) Pages 115 – 116.

décisions. Le livre blanc (7) insiste sur l'importance des données ouvertes et du gouvernement ouvert et décrit les objectifs clés à fixer en ce sens, au premier rang desquels l'élaboration, en collaboration avec toutes les parties prenantes concernées, d'un plan d'action.

▪ Plus récemment, au milieu de l'année 2021, le gouvernement sud-africain a publié un projet de politique nationale sur les données et le cloud (8), qui a fait l'objet d'une consultation publique en vue de recueillir les commentaires des acteurs concernés. Une fois de plus, ce projet a souligné l'importance de l'open data et désigné comme essentielle l'élaboration d'une stratégie nationale pour les données ouvertes (9).

▪ **Initiatives au niveau national.** Le gouvernement sud-africain a pris différentes mesures pour atteindre ses objectifs en matière d'open data. L'Afrique du Sud est par exemple membre de l'Open Government Partnership (10), une organisation qui vise notamment à transformer la façon dont les gouvernements sont au service de leurs citoyens et à promouvoir une gouvernance transparente et inclusive (11). A ce titre, le pays a pris des engagements spécifiques et proposé un plan d'action 2020-2022 (12), axés autour des trois thématiques suivantes :

- les données ouvertes ;
- la transparence fiscale et des marchés publics (processus ouvert d'octroi des contrats) ;
- la transparence de la propriété effective.

▪ Les initiatives ont fleuri pour tenir ces engagements.

▪ **Exemples d'initiatives de données ouvertes.** Open Gazettes South Africa (13) permet d'accéder gratuitement aux journaux officiels du gouvernement. Il s'agit de la plus vaste collection de journaux officiels disponible en Afrique du Sud. Avec cet outil, les citoyens peuvent accéder aux différentes lois, comprendre comment ces lois les concernent, et prendre connaissance des dernières évolutions législatives et d'autres informations juridiques. Autre exemple : le tableau de bord COVID 19 ZA South Africa fournit des informations essentielles sur les effets du coronavirus sur l'Afrique du Sud et, plus récemment, des données relatives aux établissements de santé dans ce cadre (14).

▪ **Initiatives au niveau des provinces.** Plusieurs provinces sud-africaines ont développé des initiatives d'open data, comme la ville du Cap qui a créé un portail de données ouvertes (15) offrant de nombreuses données sur la ville (données relatives à la propriété foncière, à la santé, à la démographie, aux statistiques) dans le prolongement de la politique de données ouvertes du Cap (16). C'est le cas également de la municipalité d'eThekweni, qui a lancé son portail EDGE (17), avec pour objectif principal de fournir des informations économiques. Ces deux portails illustrent l'importance pour toutes les composantes du gouvernement de travailler ensemble pour faire des données ouvertes une réalité.

▪ **Ce qu'il faut retenir.** Les données ouvertes sont essentielles au bon fonctionnement de la démocratie. Pour être efficace, l'open data nécessite la coopération des citoyens et des diverses parties prenantes publiques et privées. Après quelques tâtonnements pour mettre en place l'open data à l'échelle nationale, l'Afrique du Sud, commence à concrétiser ses engagements et, ce faisant, à donner effet au droit d'accès à l'information reconnu par la Constitution sud-africaine.

(8) Cf. billet du blog de Michalsons sur le projet de National Data and Cloud Policy :

<https://www.michalsons.com/blog/national-data-and-cloud-policy-in-south-africa-draft/49239>

(9) Pages 21 et 22 du projet

(10) <https://www.opengovpartnership.org/>

(11) <https://www.opengovpartnership.org/about/>

(12) <https://www.opengovpartnership.org/documents/south-africa-action-plan-2020-2022/>

(13) <https://opengazettes.org.za/>

(14) South Africa Action Plan, page 6.

(15) <https://odp-cctegis.opendata.arcgis.com/>

(16) [http://resource.capetown.gov.za/documentcentre/Documents/Bylaws%20and%20policies/Open Data Policy.pdf](http://resource.capetown.gov.za/documentcentre/Documents/Bylaws%20and%20policies/Open%20Data%20Policy.pdf)

(17) <https://edge.durban/>

LISA EMMA-IWUOHA

south-africa@lexing.network



▪ *Open data is a fascinating concept because it relates to a fundamental right in our Constitution (1): the right to access to information (2). In South Africa, the right to access to information (3) is broader than in most countries, as it provides for access to information held by the State and any other person. This article focuses on how open data gives effect to this right in the public sector, particularly with the State.*

▪ **Promotion of Access to Information Act (PAIA)** *In South Africa, the law that gives effect to the constitutional right to access to information is the Promotion of Access to Information Act (4) or PAIA. PAIA allows you to request access to the records of public bodies (including the government). This right is subject to specific procedural requirements, and if no grounds to refuse access apply. For requests for access to information held by public bodies, you do not need to demonstrate a right you want to exercise or protect to get access. This ties into the principle that information, particularly information held by public bodies, should be open, transparent, and accessible. By making data open, public bodies adhere to these principles.*

▪ **What is open data?** *The Open Definition (5) defines open data as ‘data that can be freely used, modified, and shared by anyone for any purpose’. The key to open data is:*

- *its accessibility,*
- *the fact that you can do anything with the data, and*
- *anyone can use it.*

▪ *There are some minor restrictions to open data. For example, even though the data is open, you may be required to attribute contributors, rights holders, sponsors, and creators.*

▪ **Why is it useful?** *Open data is helpful because you can make informed decisions when you have access to a broad range of information. Many governments, including the South African government, have open data initiatives. For example, suppose there is an open database about various aspects of an area, such as the number of parks, types of structures, roads etc. Prospective business owners can use that information to know where to place their business based on that data. Since the data is accessible to everyone, anyone can use that information to make decisions.*

▪ **How does open data work in the South African public sector?** *Open data is something the South African government has worked on for many years. The National Integrated ICT Policy White Paper (6), published in 2016, is South Africa’s policy on information, communication and technology (ICT). One of its key objectives is to provide the framework for implementing the South African government’s commitment to open governance and open data. Open data links to ‘open government’ or ‘open governance’. This concept allows citizens to do many things, including the right to access government documents. Accessing this kind of information allows for effective public oversight by citizens and ensures that the government is accountable for its decisions. The White Paper (7) emphasises the*

(1) Constitution of the Republic of South Africa, 1996 (known in this article as ‘the Constitution’).

(2) Section 32 of the Constitution.

(3) 2 of 2000.

(4) For grounds of refusal for public bodies, see sections 33 – 46 of PAIA.

(5) <https://opendefinition.org/od/2.1/en/>

(6) <https://www.gov.za/documents/electronic-communications-act-national-integrated-ict-policy-white-paper-3-oct-2016-0000>

importance of open data and open government. It also outlines the key objectives to achieve them. A vital goal of the SA government in this regard is to develop a clear Open Government Data Action Plan and Manual, with input from all relevant stakeholders.

▪ More recently, in mid 2021, the South African government published the draft National Data and Cloud Policy (8) for public comment. Once again, this draft policy emphasised the importance of open data and identified the development of a National Open Data Strategy as a critical policy intervention (9).

▪ **South Africa as a whole.** The South African government has taken steps to realise its open data goals. South Africa is a member of the Open Government partnership (10). Its goal is to transform how governments serve their citizens and promote transparent and inclusive governance, among other things (11). As a member, South Africa has made specific commitments, and it has submitted an Action Plan 2020 – 2022 (12) to meet its open data commitments. South Africa's three commitments are:

- open data;
- fiscal transparency and open contracting;
- beneficial ownership transparency.

▪ Many existing open data initiatives work towards achieving these commitments.

▪ **Examples of open data initiatives.** Open Gazettes South Africa (13) allows users to access government gazettes for free. It is the most extensive available collection of gazettes in South Africa. Access to government gazettes enables citizens to know the latest legislation changes and other related legal notices. Open Gazettes allow citizens to access laws and understand how they affect them.

▪ The COVID 19 ZA South Africa Dashboard provides essential information on the effect of the coronavirus on South Africa. Recent initiatives include a large scale project to clean COVID-19-related health data (14).

▪ **Provincial initiatives.** Several provinces have launched open data initiatives, such as the City of Cape Town Open Data Portal (15), allowing users to access various datasets on Cape Town, such as land administration, health, demography and statistics. The City created the Portal in line with the City's Open Data Policy (16). The eThekweni Municipality recently launched its EDGE Portal (17). The key objective of the Portal is to provide economic insights to key stakeholders. These portals emphasise that all spheres of government need to work together to make open data a reality.

▪ **Key insights.** Open data is crucial for a functioning democracy. Open data requires the cooperation of citizens and various public and private stakeholders to make it effective. South Africa has grappled with how to implement this on a national scale. Still, it is slowly working towards achieving its commitments and, by doing so, giving effect to the constitutionally recognised right to access to information.

(7) Pages 115 – 116.

(8) See the Michalsons blog post on the draft National Data and Cloud Policy: <https://www.michalsons.com/blog/national-data-and-cloud-policy-in-south-africa-draft/49239>

(9) Page 21 and 22 of the draft Policy.

(10) <https://www.opengovpartnership.org/>

(11) <https://www.opengovpartnership.org/about/>

(12) <https://www.opengovpartnership.org/documents/south-africa-action-plan-2020-2022/>

(13) <https://opengazettes.org.za/>

(14) South Africa Action Plan at page 6.

(15) <https://odp-cctegis.opendata.arcgis.com/>

(16) http://resource.capetown.gov.za/documentcentre/Documents/Bylaws%20and%20policies/Open_Data_Policy.pdf

(17) <https://edge.durban/>

LISA EMMA-IWUOHA

south-africa@lexing.network



- L'Espagne a bâti une stratégie claire sur l'open data dans le secteur public, qu'elle applique de manière efficace.
- Les règles spécifiques régissant les données ouvertes sont contenues dans la directive européenne 2019/1024. Cette directive a été transposée dans le droit espagnole par le décret-loi royal 24/2021 du 2 novembre 2021 sur les données ouvertes et la réutilisation des informations du secteur public. Ce nouveau texte modifie les dispositions de la loi 37/2007 du 16 novembre 2007 sur la réutilisation des informations du secteur public.
- Au menu des nouveautés les plus notables de ce texte :
 - l'objet de la loi 37/2007 est étendu pour constituer le régime juridique applicable à la réutilisation des documents produits ou détenus par des sociétés commerciales publiques ;
 - les données des entités qui mènent des activités de recherche financées par des fonds publics sont entièrement réutilisables à des fins commerciales ou non commerciales, interopérables et de libre accès ;
 - la possibilité de déterminer, au niveau national, des ensembles de données de forte valeur, dont la réutilisation est associée à des retombées positives importantes au niveau de la société, de l'environnement et de l'économie, des services innovants, etc. Ces données de forte valeur sont mises à disposition gratuitement, dans des formats lisibles par machine, en recourant à des interfaces de programme d'application (API) et sous la forme d'un téléchargement de masse ;
 - les contrats ou accords qui comportent une limitation quant à la réutilisation des documents doivent être transparents et publics ;
 - le coût de la réutilisation de documents est nul, à l'exception des coûts marginaux occasionnés par la reproduction, la mise à disposition et la diffusion de documents, ainsi que par l'anonymisation de données à caractère personnel et les mesures prises pour protéger des informations confidentielles à caractère commercial.
- Le portail d'open data <https://datos.gob.es/es> regroupe des informations du secteur public disponibles au niveau national, régional et local. De cette façon il est possible de consulter, au sein d'un portail unique, les catalogues de données provenant d'un grand nombre de sources (dont des universités), dépassant les 21 000 ensembles de données, ce qui facilite leur réutilisation.
- L'open data dynamise le secteur de l'infomédia, qui regroupe des entreprises dont l'activité repose sur la réutilisation des données. En Espagne, plus de 660 entreprises réutilisent ainsi des données, générant ainsi un chiffre d'affaires de plus de 1700 millions d'euros par an.

(1) Directive 2019/1024 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative aux données ouvertes et à la réutilisation des informations du secteur public

MARC GALLARDO

[spain](#)
[@lexing.network](#)



- *Spain is characterized by high performance and a clear strategic focus on open data in the public sector.*
- *The specific rules governing open data are represented by Directive 2019/1024 on open data and the re-use of public sector information.*
- *The Directive has been transposed into Spanish legislation through Royal Decree-Law 24/2021, of 2 November, on open data and the reuse of public sector information. With this new regulation, the provisions of Law 37/2007, of November 16, on the reuse of public sector information have been modified.*
- *The most relevant novelties of this regulation are the following:*
 - *the purpose of Law 37/2007 is extended to the basic regulation of the legal regime applicable to the reuse of documents prepared or guarded by public commercial companies;*
 - *a mandate is established for entities that carry out publicly funded research activities so that the data they obtain is fully reusable for commercial or non-commercial, interoperable and open access purposes;*
 - *the possibility of determining high-value data at national level due to their potential to generate significant socio-economic or environmental benefits, innovative services, etc. is foreseen. Such high-value data will be freely available, machine-readable, supplied via application programming interface, and provided in bulk download form;*
 - *it is established that the agreements that entail a limitation for the reuse of documents, must be transparent and public;*
 - *the re-use of documents is made free of charge, with the exception of the marginal costs incurred for their reproduction, making available and dissemination, as well as for the anonymisation of personal data and the measures taken to protect confidential business information.*
- *At the national level, the Open Data Portal of <https://datos.gob.es/es> stands out, which is the initiative that organizes and manages the National Data Catalog of the public sector. In it, those sources of open data of the State Administration are located to facilitate their reuse.*
- *Along with these sources are the catalogs of those regional or local administrations that have federated with it. In this way, in a single portal it is possible to access information from a large number of sources, exceeding the 21,000 data sets available. Apart from the state portal datos.gob.es, there are many initiatives at the regional, local (municipalities and councils) or universities.*
- *This activity makes it possible to boost the infomedia sector, that is, companies that are dedicated to the reuse of data. In Spain, more than 660 companies have been registered that reuse information and benefit from it, with a turnover of more than 1700 million euros per year.*

(1) Directive 2019/1024 of the European Parliament and of the Council of 20 June 2019 on open data and the re-use of public sector information

MARC GALLARDO

[spain](#)
[@lexing.network](#)



La reconnaissance de l'Open data en France

▪ Instauré par la loi CADA du 17 juillet 1978, l'Open data a vocation à rendre accessibles les documents administratifs ainsi que de permettre la réutilisation des informations publiques qui y figurent. Ainsi, l'Open data a comme objectifs :

- d'améliorer la relation entre l'administration et le public ;
- de renforcer la transparence de l'action publique en mettant à la disposition de tous lesdits documents administratifs en accès libre, gratuit et sous un format numérique facilement réutilisable.

▪ Dès lors, l'Open data, aussi appelé « droit d'accès », s'applique aux documents administratifs « *produits dans le cadre d'une mission de service public* » **(1)**. Autrement dit, il doit s'agir d'une activité prise en charge de manière directe ou indirecte, par délégation de service public, par les acteurs publics dans le but de satisfaire l'intérêt général.

▪ Le droit d'accès ne peut s'exercer que si les conditions suivantes sont remplies :

- l'administration dispose du document ;
- le document a été achevé ;
- le document n'est pas préparatoire à une décision administrative en cours d'élaboration (par exemple, les actes préparatoires à des décisions ne sont pas communicables avant que les décisions ne soient prises).

▪ A titre informatif, c'est la Commission d'accès aux documents administratifs qui se charge, en France, de veiller au respect du droit d'accès aux documents administratifs.

Les limites de l'Open data en France

▪ Pour pouvoir être rendu public par l'administration, le document administratif doit satisfaire plusieurs conditions que sont :

- l'occultation des mentions protégées par le Code des Relations entre le Public et l'Administration (articles L. 311-5, L. 311-6 et L. 312-1-2 alinéa 1 du CRPA) **(2)** ;
- l'anonymisation des documents contenant des données à caractère personnel (article L. 312-1-2 alinéa 2 du CRPA, articles 4 et 7 du RGPD, **(3)** conseil CADA 20180650) **(4)**.

▪ En outre, sont exclus du droit d'accès, tous les documents relatifs à : la protection de la sécurité nationale, de la défense, de la politique étrangère, de la politique nationale monétaire ou économique, de la vie privée, du secret industriel et commercial. Ne sont pas non plus communicables les documents relatifs au déroulement des procédures juridictionnelles, à la prévention et à la répression de la criminalité.

▪ Par ailleurs, la Cnil a publié un guide pratique de la publication en ligne et de la réutilisation des données publiques **(5)** en faisant une présentation du cadre juridique de l'ouverture des données.

(1)
<https://guides.etalab.gouv.fr/juridique/opendata/>

(2)
article L..311-5 :
https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000033265181/
article L.311-6 :
https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000037269056/2022-05-02
article L. 312-1-2 alinéa 1 :
https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000033205514/

(3)
<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>

(4)
<https://www.cada.fr/20180650>

L'ouverture des données par défaut

- La loi pour une République Numérique, du 7 octobre 2016 **(6)** a consacré un titre à l'ouverture des données publiques rendant obligatoire la mise à disposition des données publiques qui sont légalement communicables.
- La loi impose un principe d'ouverture des données par défaut à toutes les administrations et collectivités locales qui comprennent plus de 3500 habitants et 50 agents. Sont alors concernées toutes les données « *dont la publication présente un intérêt économique, social, sanitaire ou environnemental* ».
- En outre, la loi limite par décret les licences pouvant être utilisées par les administrations. A cet égard, le décret du 27 avril 2017 **(7)** autorise, au sens de son article D. 323-2-1 **(8)**, deux types licences :
 - lorsqu'il s'agit de données :
 - la licence ouverte de réutilisation d'informations publiques (Etalab) ;
 - la licence OpenDataBase.
 - lorsqu'il s'agit de code source d'un logiciel :
 - les licences dites « permissives » (« Berkeley Software Distribution License », « Apache »...);
 - les licences « avec obligation de réciprocité » (« Mozilla Public License », « GNU General Public License », « CeCILL »...).
- En fixant une liste précise des licences pouvant être utilisées par l'administration pour la réutilisation à titre gratuit de leurs informations publiques, la loi souhaite éviter la prolifération de licences.
- L'ensemble de ces licences sont accessibles sur la plateforme ouverte des données publiques françaises, data.gouv.fr. **(9)**. Celle-ci permet de rassembler et de mettre à disposition librement les données produites par les organisations chargées d'une mission de service public, par des entreprises ou encore par des citoyens.

(5) <https://www.cada.fr/sites/default/files/open-data/guide.pdf>

(6) [Loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique](#)

(7) [Décret n° 2017-638 du 27 avril 2017 relatif aux licences de réutilisation à titre gratuit des informations publiques et aux modalités de leur homologation](#)

(8) https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000044403448/

(9) <http://www.data.gouv.fr/>

MARIE SOULEZ
&
TESS SEDBON
(ELEVE AVOCATE)
[france](#)
[@lexing.network](#)



The recognition of Open data in France

▪ Established by the CADA Act of 17 July 1978, open data aims to make administrative documents accessible and to allow the reuse of public information contained therein. The objectives of open data are:

- to improve the relationship between the administration and the public;
- to reinforce the transparency of the public action by making available to all for free open access to administrative documents in an easily reusable digital format.

▪ Open data, also known as “right of access”, applies to administrative documents “produced within the framework of a public service task” **(1)**. In other words, it includes activities carried out directly or indirectly, by delegation of public service task, by public actors in order to satisfy the general interest.

▪ The right of access can only be exercised if the following conditions are met:

- the administration has the document;
- the document has been completed;
- the document is not preparatory to an administrative decision being made (e.g., preparatory acts for decisions cannot be communicated before the decisions are made).

▪ The CADA (Commission for Access to Administrative Documents) is responsible in France for ensuring that the right of access to administrative documents is respected.

The limits of Open Data in France

▪ In order to be made public by the administration, an administrative document must satisfy several conditions:

- information protected by the Code of the Relations between the Public and the Administration (CRPA) (Articles L.311-5, L.311-6 and L.312-1-2 paragraph 1 of the CRPA) should be redacted **(2)**;
- documents containing personal data should be anonymised (Article L. 312-1-2 paragraph 2 of the CRPA, Articles 4 and 7 of the GDPR **(3)**, CADA advice No. 20180650) **(4)**.

▪ In addition, the right of access excludes all documents relating to the protection of national security, defense, foreign policy, national monetary or economic policy, privacy, industrial and commercial secret and all documents relating to the conduct of legal proceedings, the prevention and suppression of crime.

▪ France’s data protection authority, the CNI, L has published a practical guide to the online publication and reuse of public data **(5)**; it contains an overview of the legal framework of open data.

(1)

<https://guides.etalab.gouv.fr/juridique/opendata/>

(2)

Article L..311-5:
https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000033265181/

Article L.311-6:

https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000037269056/2022-05-02

Article L. 312-1-2 paragraph 1:
https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000033205514/

(3)

<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>

(4)

<https://www.cada.fr/20180650>

(5)

<https://www.cada.fr/sites/default/files/open-data/guide.pdf>

(6) [Loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique](#)

The opening of data by default

▪ The Digital Republic Act of 7 October 2016 **(6)** includes a title dedicated to the opening of public data, under which it is mandatory to make available public data that is legally communicable.

▪ The Act requires the opening of data by default on all administrations and local authorities with more than 3,500 inhabitants and 50 agents. All data “whose publication is of economic, social, health or environmental interest” is concerned.

▪ The Act further restricts the licenses that can be used by the administrations. Decree of 27 April 2017 **(7)** authorises, within the meaning of its Article D. 323-2-1 **(8)**, two types of licenses:

- With respect to data:
 - the open license for the reuse of public information (Etalab);
 - the OpenDataBase license.

- With respect to software source code:
 - the so-called “permissive” licenses (e.g., Berkeley Software Distribution License, Apache);
 - licenses “with a reciprocity obligation” (e.g., Mozilla Public License, GNU General Public License, CeCILL).

▪ By setting the precise list of licenses that can be used by the administration for the free reuse of their public information, the Act aims to avoid the proliferation of licenses.

▪ All of these licenses can be accessed on the French open data platform for public data, [data.gouv.fr](#). **(9)**. This platform allows to gather and make freely available data produced by organisations in charge of a public service task, by companies or by citizens.

(7) [Décret n° 2017-638 du 27 avril 2017 relatif aux licences de réutilisation à titre gratuit des informations publiques et aux modalités de leur homologation](#)

(8) [https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000044403448/](#)

(9) [http://www.data.gouv.fr/](#)

MARIE SOULEZ
&
TESS SEDBON
(ELEVE AVOCATE)

[france](#)
[@lexing.network](#)



- Avec la nouvelle directive européenne (directive (UE)2019/1024, dite directive données ouvertes) **(1)**, qui révisé les règles initialement introduites par la directive (UE) 2013/37 (dite directive PSI) **(2)**, le législateur européen a pour ambition de s’attaquer aux obstacles restants à la réutilisation des informations obtenues à l’aide de fonds publics dans l’ensemble de l’UE et de mettre à jour le cadre législatif pour tenir compte des progrès des technologies numériques.
- En vertu de la nouvelle directive, les organismes du secteur public et les entreprises publiques sont tenus de mettre leurs documents à disposition dans tout format ou toute langue préexistants et, si possible, sous forme électronique, dans des formats qui sont ouverts, lisibles par machine, accessibles, traçables et réutilisables, en les accompagnant de leurs métadonnées. Les États membres ont pour obligation de rendre tous les documents existants réutilisables, à moins que des règles nationales ne limitent ou n’excluent cet accès.
- En outre, les organismes du secteur public ne peuvent pas imposer des redevances supérieures aux coûts marginaux occasionnés par la réutilisation de leurs données, sauf dans des cas très limités. Ainsi, il est possible pour un plus grand nombre de PME et de start-up d’entrer sur de nouveaux marchés en fournissant des produits et des services fondés sur les données **(3)**.
- Une attention particulière est accordée aux ensembles de données de forte valeur, que sont par exemple les statistiques ou les données géospatiales. Ces ensembles de données ont un fort potentiel commercial et peuvent accélérer l’émergence d’une grande variété de produits et services à valeur ajoutée fondés sur ces ensembles de données. Ils sont soumis à un ensemble distinct de règles qui garantissent qu’ils soient disponibles gratuitement, dans des formats lisibles par machine, en recourant à des API et, le cas échéant, sous la forme d’un téléchargement de masse.
- Il peut arriver que certains organismes publics concluent des accords complexes en matière de données avec des entreprises privées, ce qui peut conduire à ce que les informations du secteur public soient « verrouillées ». Des mesures de sauvegarde ont été mises en place pour renforcer la transparence et limiter la conclusion d’accords qui pourraient conduire à une réutilisation exclusive des données du secteur public par des partenaires privés **(4)**.
- Enfin, les données de recherche financées par des fonds publics entrent également dans le champ d’application de la directive : les pays de l’UE sont tenus d’élaborer des politiques de libre accès aux données de recherche financées par des fonds publics, et des règles harmonisées en matière de réutilisation sont appliquées à toutes les données de recherche financées par des fonds publics sont rendues accessibles par l’intermédiaire d’archives.
- En Grèce, les dispositions de la directive données ouvertes ont été transposées par le chapitre I’ (articles 59 - 74) de la loi 4727/2020 **(5)**. Il convient toutefois de noter que le droit d’accès aux documents administratifs et aux informations des organismes du secteur public est atténué par des restrictions spécifiques, telles que l’interdiction d’accéder à des fichiers publics concernant la vie privée ou familiale d’un individu, ou l’exigence jurisprudentielle imposant au demandeur de justifier d’un intérêt raisonnable **(6)**.

(1) Directive (UE) 2019/1024 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les données ouvertes et la réutilisation des informations du secteur public

(2) Directive (UE) 2013/37 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 modifiant la directive 2003/98/CE concernant la réutilisation des informations du secteur public

(3) European Parliamentary Research Service (EPRS), Re-use of public sector information, juillet 2019

(4) Commission européenne, De la directive relative aux informations du secteur public (ISP) à la directive sur les données ouvertes, disponible à l’adresse : <https://digital-strategy.ec.europa.eu/fr/policies/psi-open-data>

(5) oiw 4727/2020 (JO A’ 184/23.09.2020)

(6) I. Igglezakis, Computer Law, 4th ed. (2021), p. 503

GEORGE A. BALLAS
&
NIKOLAOS PAPADOPOULOS

[greece@
lexing.network](mailto:greece@lexing.network)



- This high-level analysis focuses on the regulatory framework of open data and public sector.
- The new Directive (Directive (EU) 2019/1024) **(1)** revised the rules originally introduced by the PSI Directive [Directive (EU) 2013/37] **(2)**. In addition, the revised Directive addresses some remaining barriers to the re-use of publicly funded information across the EU and brings the legislative framework up to date with advances in digital technologies.
- Under the new Directive, both public sector bodies (“PSBs”) and public undertakings are required to make their documents available in any pre-existing format or language and, where possible, by electronic means in formats that are open, machine-readable, accessible, findable and re-usable, together with their metadata. Member States are expected to make all existing documents re-usable unless access is restricted or excluded under national legislation.
- Furthermore, PSBs are not able to charge more than the marginal cost for the reuse of their data, except in very limited cases, thus allowing to SMEs and startups to enter new markets in providing data-based products and services **(3)**.
- A particular focus is placed on high-value datasets such as statistics or geospatial data. These datasets have high commercial potential and can speed up the emergence of a wide variety of value-added information products and services. They are subject to a separate set of rules ensuring their availability free of charge, in machine-readable formats, provided via APIs and, where relevant, as bulk downloads.
- Some public bodies strike complex data deals with private companies, which can potentially lead to public sector information being ‘locked in’. Safeguards are put in place to reinforce transparency and to limit the conclusion of agreements which could lead to exclusive re-use of public sector data by private partners **(4)**.
- Publicly funded research data is also being brought into the scope of the directive: EU countries are required to develop policies for open access to publicly funded research data while harmonized rules on re-use will be applied to all publicly funded research data, which is made accessible via repositories.
- In Greece, the provisions of the Directive were transposed by Chapter I’ (Articles 59 – 74) of Law 4727/2020 **(5)**. It should be noted though that the right to access administrative documents and PSBs’ information is mitigated by specific restrictions, such as the prohibition to access public files referring to the private or family life of an individual, or the case law requirement that the applicant should have a reasonable interest **(6)**.

(1) Directive (EU) 2019/1024 of the European Parliament and of the Council of 20 June 2019 on open data and the re-use of public sector information

(2) Directive (EU) 2013/37 of the European Parliament and of the Council of 26 June 2013 amending Directive 2003/98/EC on the re-use of public sector information

(3) European Parliamentary Research Service (EPRS), Re-use of public sector information, July 2019

(4) European Commission, From the Public Sector Information (PSI) Directive to the Open Data Directive, accessible at <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/psi-open-data>

(5) Law 4727/2020 (Gov. Gazette A’ 184/23.09.2020)

(6) I. Igglezakis, Computer Law, 4th ed. (2021), p. 503

GEORGE A. BALLAS
&
NIKOLAOS PAPADOPOULOS

[greece@
lexing.network](mailto:greece@lexing.network)



Alors qu'un grand nombre de réglementations locales sur les « données publiques » ont été élaborées à ce jour en Chine, le présent article s'attache à présenter plus particulièrement la réglementation adoptée dans ce cadre par la municipalité de Shanghai.

- A cet égard, le « Shanghai Data Regulation » (« SDR ») est le texte clé en la matière.

Définition

- L'expression « données publiques » est définie dans le SDR comme désignant les données collectées et générées, dans le cadre de l'exercice de leurs missions, par un département gouvernemental, une agence dûment habilitée pour l'exercice d'une mission de service public, ou toute autre organisation fournissant des services publics.

Partage des données publiques

- Les données publiques sont centralisées dans un « catalogue de données publiques » qui indique clairement la provenance, la fréquence de mise à jour et le niveau de sécurité des données.
- L'agence compétente en charge du service public est chargée de mettre à jour les données publiques qui deviendraient obsolètes. Un « grand centre de données » municipal veille à ce que les données soient actualisées, complètes et exactes, surveille la qualité des données de manière permanente et met en place une procédure de contestation et de rectification des données.
- Le SDR érige en principe le partage des données publiques entre les différentes agences et organisations chargées d'un service public, même si quelques exceptions sont toutefois aménagées. Le SDR prévoit également que ce partage doit impérativement s'effectuer via une « plateforme de ressources de données » (1).
- En outre, les agences ou organisations chargées d'un service public doivent établir les listes suivantes :
 - a) une liste des données qu'elles sont tenues partager en fonction de leurs missions ;
 - b) une liste blanche des données à partager ;
 - c) une liste noire des informations qui ne doivent pas être partagées conformément à la législation et à la réglementation applicables.
- Une agence ou une organisation chargée d'un service public peut se procurer des données auprès d'autres agences ou organisations via la plateforme de ressources de données dans le cas où le service public qu'elle fournit à des personnes, des entités ou des organisations justifient ce partage d'informations. Les données doivent être obtenues et utilisées exclusivement aux fins de l'exécution de ses obligations légales et toute obtention ou toute utilisation de

(1) Une « plateforme de ressources de données » est une « infrastructure destinée à compiler, intégrer, partager, publier et exploiter les 'données publiques' ».

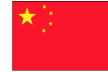
données en dehors de ses compétences est exclue. Par ailleurs, le transfert de ces données à un tiers non concerné est strictement interdit.

Ouverture des données publiques au public

- Les « données publiques » sont réparties en différentes catégories, en fonction de leur degré d' « ouverture » :
 - 1. les données non ouvertes au public : cette catégorie de données regroupe essentiellement des données relatives à la vie privée, des données à caractère personnel, des secrets d'affaires, des informations commerciales confidentielles ;
 - 2. les données ouvertes au public sous certaines conditions : il s'agit de données exigeant un niveau élevé de sécurité et de traitement ou de données qui doivent être régulièrement mises à jour ou obtenues de manière permanente ;
 - 3. les données ouvertes au public sans condition : il s'agit des données qui ne tombent pas dans le champ des deux catégories ci-dessus.
- Certaines données non ouvertes au public peuvent faire partie des catégories 2 et 3 ci-dessus dans le cas où ces données sont traitées avec certains moyens techniques ou si le titulaire du droit sur les données concernées y consent.
- Les données ouvertes au public sous conditions peuvent faire l'objet d'un accès sur demande déposée par une personne, une entité ou une organisation sur la plateforme de ressources de données.

JUN YANG

[china@
lexing.network](mailto:china@lexing.network)



- A good number of local regulations on “public data” have been released to date across China. This informative note is intended to provide an overview of regulation on “public data” based on the example of Shanghai municipality.
- The “Shanghai Data Regulation” (“SDR”) remains undoubtedly the central piece released by the local legislature in the area.

Definition

- The term “public data” is defined under SDR as the data collected and generated in course of duty exercised by a governmental department, an agency duly delegated for public services or other organization providing public utilities or services.

Sharing of public data

- The “public data” shall be centralized at a “public data catalogue” where the provenance of the data, frequency of update, data security rating shall be clearly defined.
- The relevant agency in charge of public service shall update the public data which becomes obsolete. The municipal “big data center” shall ensure that the data be updated, complete and accurate and monitor the data quality in an uninterrupted fashion and set up a data contestation and rectification procedure.
- The SDR firmly upholds the principle of sharing of public data among the various agencies/organizations in charge of public administration and service with a few exceptions only. The same regulation also provides that the above sharing shall be imperatively conducted via certain “big data resources platform” **(1)**.
- The agencies/organizations in charge of public services shall establish the following lists:
 - (a) a separate list of data they require to share based on their duties;
 - (b) a white list of the data to be shared;
 - (c) a negative list of the information not to be shared as per applicable law and regulation.
- An agency/organization of public service shall procure the data from other agency/organization through the “big data resources platform” in case where their public services rendered to individual, entities or organization justify procuring data from other agency/organization. Such data shall be procured and used exclusively for purpose of performance of their legal duties and the procurement or use of data beyond the scope of duties or data transfer to any third party unrelated shall be strictly prohibited.

(1) “Big data resources platform” is the infrastructure intended to compile, integrate, share, publish and operate the “public data”

Opening of public data to the public

- *“Public data” are categorized as follows based on the degree of their “openness”:*
 - *1. Data not open to public: such data essentially covering privacy, personal information, business secret, commercial confidential information;*
 - *2. Data conditionally open to public: such data referring to those requiring a high level of data security and processing requirement or those which shall be regularly updated or procured in an uninterrupted fashion;*
 - *3. Data unconditionally open to public: the data not covered by the above two categories.*
- *The “data not open to the public” may be otherwise included in the above categories 2 and 3 should such data be duly processed with certain technical means or the right holder with respect to the data concerned consent.*
- *The “data conditionally open to the public” shall be opened upon request filed by individual, entity or organization through the “big data resources platform”.*

JUN YANG

[china@
lexing.network](mailto:china@lexing.network)

PAYS / COUNTRY	CABINET / FIRM	CONTACT	TELEPHONE	EMAIL
Afrique du Sud <i>South Africa</i>	Michalsons	John Giles	+27 (0) 21 300 1070	south-africa@lexing.network
Allemagne <i>Germany</i>	Beiten Burkhardt	Andreas Lober	+49 69 756095-0	germany@lexing.network
Australie <i>Australia</i>	Gadens	Dudley Kneller	+61 438 363 443	australia@lexing.network
Belgique <i>Belgium</i>	Lexing Belgium	Jean-François Henrotte	+32 4 229 20 10	belgium@lexing.network
Brésil	Montgomery & Associados	Neil Montgomery	+55 11 4096-4000	brazil@lexing.network
Canada <i>Canada</i>	Langlois avocats, S.E.N.C.R.L.	Pascal Archambault	+1 (418) 650 7000	canada@lexing.network
Chine <i>China</i>	Jade & Fountain PRC Lawyers	Jun Yang	+86 21 6235 1488	china@lexing.network
Côte d'Ivoire <i>Ivory Coast</i>	Imboua Kouao Tella & Associés	Annick Imboua-Niava	+ 225 22 44 74 00	ic@lexing.network
Espagne <i>Spain</i>	Lexing Spain	Marc Gallardo	+ 34 93 476 40 48	spain@lexing.network
États-Unis <i>USA</i>	Mulligan, Banham & Findley	Janice F. Mulligan	+1 619.238.8700	usa@lexing.network
France <i>France</i>	Alain Bensoussan-Avocats Lexing	Alain Bensoussan	+33 1 82 73 05 05	france@lexing.network
Grèce <i>Greece</i>	Ballas, Pelecanos & Associates L.P.C.	George A. Ballas	+ 30 210 36 25 943	greece@lexing.network
Hongrie <i>Hungary</i>	OPL - Orbán & Perlaki	Miklos Orban	+36 1 244 8377	hungary@lexing.network
Inde <i>India</i>	Poovayya & Co	Siddhartha George	+91 80 4115 6777	india@lexing.network
Italie <i>Italy</i>	Studio Legale Zallone	Raffaele Zallone	+ 39 (0) 229 01 35 83	italy@lexing.network
Japon <i>Japan</i>	Hayabusa Asuka Law Office	Koki Tada	+81 3 3595 7070	japan@lexing.network
Liban <i>Lebanon</i>	Kouatly & Associates	Rayan Kouatly	+ 961 175 17 77	lebanon@lexing.network
Luxembourg <i>Luxembourg</i>	Emmanuelle Ragot Lawyers & Associates	Emmanuelle Ragot	+ 352 661 84 4250	luxembourg@lexing.network
Maroc <i>Morocco</i>	Elkhatib Lawfirm	Hatim Elkhatib	+212 5 39 94 05 25	morocco@lexing.network
Mexique <i>Mexico</i>	Carpio, Ochoa & Martínez Abogados	Enrique Ochoa De González Argüelles	+ 52 55 25 91 1070	mexico@lexing.network
Norvège <i>Norway</i>	Advokatfirmaet Føyen Torkildsen AS	Øyvind Eidissen Ransedokken	+47 21 93 10 00	norway@lexing.network
Philippines <i>Philippines</i>	Calleja Peralta Jimenez San Luis Uy & Ulibas (Calleja Law Office)	Anthony B. Peralta	+6336113 +6352307	philippines@lexing.network
République tchèque <i>Czech Republic</i>	Rowan Legal	Josef Donát Michal Nulíček	+420 224 216 212	czechrepublic@lexing.network
Royaume-Uni <i>United Kingdom</i>	Preiskel & Co LLP	Danny Preiskel	+ 44 (0) 20 7332 5640	uk@lexing.network
Sénégal <i>Senegal</i>	SCP Faye & Diallo	Mamadou Seye	:(+221) 33 823 60 60	senegal@lexing.network
Slovaquie <i>Slovakia</i>	Rowan Legal	Josef Donát Michal Nulíček	+420 224 216 212	slovakia@lexing.network
Suisse <i>Switzerland</i>	Sébastien Fanti	Sébastien Fanti	+ 41 (0) 27 322 15 15	switzerland@lexing.network

La JTIT est éditée par Alain Bensoussan Selas, société d'exercice libéral par actions simplifiée, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris, président : Alain Bensoussan. Directeur de la publication : Alain Bensoussan – Responsable de la rédaction : Isabelle Pottier Diffusée uniquement par voie électronique – gratuit– ISSN 1 634-0701

Abonnement à partir du site : <https://www.alain-bensoussan.com/outils/abonnement-petit-dejeuner-debat/>

©Alain Bensoussan 2022 — Crédit photo/Photo credits : <https://www.alain-bensoussan.com/notice-legale/credit-photo/>